

Les barbares à la porte de la ferme, ou « le capital-investissement à l'assaut de l'agriculture »

écrit par Christine Tasin | 4 janvier 2021



Voilà un joli dossier qui explique beaucoup de choses et notamment pourquoi nos agriculteurs crèvent la bouche ouverte. Pour ne parler que d'eux. Mais partout dans le monde c'est la même chose, on demande aussi aux Africains de planter non pas ce qui va les nourrir mais ce qui va être bon à exporter et donc à rapporter de l'argent aux investisseurs et autres multinationales. Même la nourriture est devenue un jeu pour la bourse et les fonds de pension.

Le jour est proche où, dans la France, pays de Cocagne pour élevage et agriculture, nous mourrons de faim devant nos champs rachetés par les Chinois et devant nos vergers sous protection armée car considérés comme des oeuvres d'art, des investissements comme les autres... valant de plus en plus cher si devenus rares...

Quand donc allons-nous nous révolter ?

Merci à Marcher sur des oeufs qui nous a signalé cet article.

.

[Les barbares à la porte de la ferme](#) : le capital-investissement à l'assaut de l'agriculture 17 décembre par **GRAIN**

Les flux financiers destinés à l'agriculture sont de plus en plus institutionnalisés – et de plus en plus souvent privés. Bien sûr, les investissements dans l'agriculture existent depuis des temps immémoriaux. Après tout, les agriculteurs investissent tous les jours en améliorant leurs sols, en créant des coopératives, en partageant leurs connaissances avec leurs enfants et en développant les marchés locaux.

Mais depuis le milieu des années 2000, les investissements institutionnels dans l'agriculture ont commencé à s'accroître. Avec un nombre de fonds axés sur l'agriculture passé de sept en 2004 à plus de 300 aujourd'hui, l'intérêt de capter les bénéfices de l'agriculture et de l'agrobusiness à l'échelle mondiale est réel – et la Covid-19 ne ralentit pas cette évolution. Qui est impliqué ? Où va l'argent ? Dans quelle mesure ces fonds sont-ils rentables pour les acteurs financiers et les communautés locales ? Telles sont quelques-unes des questions auxquelles nous nous efforçons d'obtenir des réponses, afin de mieux comprendre les flux de capitaux et quels acteurs influent sur l'évolution de l'agriculture aujourd'hui.

.

Avant que la crise financière mondiale n'éclate en 2008, il n'y avait qu'une poignée de fonds destinés aux investisseurs désireux de se lancer dans le secteur des terres agricoles et de la production alimentaire. Valoral, un conseiller en placement en Argentine, a dénombré sept fonds de ce type en

2004.

GRAIN en a identifié 55 quelques années plus tard.

.
Selon Preqin, un groupe d'information spécialisé dans les investissements alternatifs basé à Londres, il y en a aujourd'hui plus de 300

.
La plupart de ces fonds sont des fonds de « capital-investissement ». Autrement dit, il s'agit de sommes d'argent injectées dans des entreprises privées qui ne sont pas cotées en bourse (et donc non soumises aux obligations d'information du public). Les fonds de capital-investissement sont gérés par de petites équipes spécialisées et attirent généralement une clientèle très spécifique.

Comme ils nécessitent normalement des investissements minimums de millions de dollars, qui sont ensuite bloqués pendant 5 à 15 ans, les investissements de ce type ne sont accessibles qu'aux fonds de pension, aux fonds souverains, aux fonds de dotation, aux family offices (gestion de patrimoine), aux gouvernements, aux banques, aux compagnies d'assurance et aux particuliers fortunés. Cela changera bientôt, puisque les États-Unis ouvrent la porte aux sociétés de capital-investissement pour accéder à l'épargne-retraite des travailleurs, mais pour l'instant, seules ces grandes institutions sont impliquées.

Lire la suite du dossier ici :

https://www.cadtm.org/spip.php?page=pdfjs&id_document=20722